

Petite histoire et grande histoire.

Qui a étudié l'histoire des écoles d'Arts et Métiers n'a pas été sans remarquer l'attirance singulière qu'elles ont constamment exercée sur le Pouvoir. Dès l'embryon de La Montagne, Louis XVI s'y intéresse et prélève sur sa cassette une subvention de dix sous par jour et par élève (un quarantième de louis d'or), la Convention confisque cette école privée, le Consulat la décrète « nationale » puis en crée une seconde, la Restauration donne aux écoles royales d'Arts et Métiers leur statut définitif. Entre 1792 et 1850, tous les gouvernements de tous les régimes politiques interviendront avec une attention toute particulière pour déterminer l'orientation des études et plus encore peut-être pour tenter de modeler à leur convenance l'esprit des élèves. Entre 1850 et 1899, il est vrai, les gouvernements se montreront assez peu préoccupés d'action politique ; mais ceux qui se succéderont au XXe siècle la reprendront avec une vigueur inconnue jusqu'à eux. D'autres grandes écoles ont vécu et évolué, à peu près indifférentes aux principes directeurs des gouvernements du moment ; les Arts et Métiers en ont si directement subi l'influence qu'il est impossible de détacher leur histoire de l'histoire politique de la France, sous peine d'y laisser de larges zones d'obscurité. C'est pourquoi ce n'est plus seulement leurs anciens élèves et les personnes attachées à l'institution qui peuvent trouver un intérêt à l'histoire des écoles d'Arts et Métiers, mais aussi tous ceux qui pensent trouver dans la petite histoire une aide à la compréhension de la grande. Ils reconnaîtront dans le cercle restreint étudié l'image à échelle réduite mais exacte de la France entière sous le rapport des relations de gouvernants à gouvernés : actions et réactions, sympathies et antipathies, erreurs et incompréhensions réciproques. Peut-être trouveront-ils aussi quelque enseignement dans les effets régulièrement dommageables pour l'institution de toute action du Pouvoir, qu'il fût monarchique ou démocratique, où prédomina la visée de fins politiques.

Ils noteront aussi la constante inefficacité de tous moyens de coercition tendant à modifier l'esprit des élèves. Car c'est un fait que, depuis 1830, l'esprit alors déjà fixé des élèves et anciens élèves n'a accusé que des changements superficiels. Sauf cependant quant aux tendances politiques dont l'unanimité n'existe plus depuis une quarantaine d'années. Différences de forme, il est vrai, plutôt que de fond, concernant les moyens politiques d'instaurer un état social et économique souhaité par leur immense majorité. Mais la communauté de vues régna longtemps parmi eux, ce qui amena le public à prendre pour un trait distinctif des Arts et Métiers une certaine forme d'opinion qui n'était d'ailleurs pas du tout, disons-le dès maintenant, celle qui existait réellement. Aberration sans fondement, car si les anciens élèves ont leurs défauts spécifiques, ceux qui les ont approchés ont remarqué le souci qu'ils ont généralement de bien accomplir leurs travaux, ils les savent respectueux des hiérarchies nécessaires, ils ne doutent pas de leurs sentiments nationaux. Comment certains ont-ils voulu voir chez ces hommes, aimant leur métier et leur pays, des tendances à l'indiscipline et à la subversion, et propager cette légende ? Il est pourtant un fait parlant : les partis de subversion et de négation de la Patrie ont trouvé des adeptes nombreux dans tous les milieux cultivés de France, ingénieurs, médecins, écrivains, avocats, professeurs... Mais parmi ces adhérents par conviction ou par arrivisme, on ne trouve qu'un nombre infime d'anciens élèves des Arts et Métiers, et de ceux-ci un seul à ma connaissance a fait parler de lui pendant quelques semaines. Même extrême rareté et sans doute absence totale parmi les pro-allemands ou valets de l'occupant, plus ou moins traîtres et dénonciateurs.